

Au lendemain de son éviction du gouvernement Bruno Ben Moubamba règle ses comptes



Le président de l'ACR, Bruno Ben Moubamba lors de sa sortie.



Plusieurs militants de l'ACR étaient également présents à cette conférence de presse.

SM

Libreville/Gabon

Le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR) affirme que son alliance "objective" avec le président de la République reste "intacte", bien que ne faisant plus partie du gouvernement. C'était hier, à la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée, au siège de son parti politique.

LA conférence de presse annoncée par Bruno Ben

Moubamba, au lendemain de son limogeage du "gouvernement Issoze Ngondet II", a bel et bien eu lieu hier. Au siège de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), parti politique dont il est président. L'ancien ministre d'Etat en charge de l'Habitat, de la Ville et de l'Urbanisme a visiblement décidé de régler ses comptes. Première cible: le Premier ministre. Ben Moubamba reproche à Issoze Ngondet d'avoir confié à son ministre délégué des compétences qui relèvent du département ministériel dont il avait la

charge, faisant ainsi du ministère de l'Habitat «une coquille quasi vide». «Ce simple fait suggère, selon Ben Moubamba, que le Premier ministre, plutôt que de diriger l'action du gouvernement comme le veut l'article 29 de la Constitution, a décidé de s'arroger la direction dudit ministère». De même, le président de l'ACR reproche au chef du gouvernement un certain nombre de manquements. Entre autres, l'absence du débat interministériel et le manque de concertation et de "travail collectif" sur les sujets relatifs au minis-

tère qu'il dirigeait. «J'ai décidé de prendre mes responsabilités en contestant le management du chef du gouvernement», a déclaré Bruno Ben Moubamba. Comme si cela ne suffisait pas, le natif de Moabi s'en est également pris à certains membres du gouvernement qu'il taxe de complices d'un "complot intérieur, avec des ramifications internationales visant à déstabiliser l'Etat et ses institutions". Selon lui, ces derniers chercheraient encore à s'enrichir sur le dos de l'Etat, «notamment sur celui du ministère de l'Habitat et du ministère de

l'Economie pour préparer "l'après Ali" et le maintien de leur système PDG». Qu'à cela ne tienne, l'ancien membre du gouvernement a assuré que "l'alliance objective" entre lui et le chef de l'Etat, était toujours intacte, en dépit de son éviction de l'équipe d'Emmanuel Issoze Ngondet. Il n'a d'ailleurs pas manqué d'exprimer au Président de la République, Ali Bongo Ondimba, sa reconnaissance quant à la confiance qu'il lui avait renouvelée, lors du remaniement du gouvernement, le 21 août dernier. Étant donné,

clame-t-il, que c'est par la volonté du président de la République qu'il doit son maintien.

Par ailleurs, l'ancien "VPM" entend désormais se concentrer sur sa carrière politique en préparant sa candidature pour les prochaines législatives, avec l'ambition "d'assumer un leadership politique" dans la province de la Nyanga. «Mes ambitions nationales restent intactes et je servirai toujours la République là où la providence m'enverra», a conclu le président de l'ACR.

Opposition

Annie Léa Meye quitte la CNR

C.O

Libreville/Gabon

Pour l'ancien membre de la galaxie constituée autour de Jean Ping, il n'est plus question de mettre le peuple en difficulté "par des ego ou des problèmes personnels entre individus". Ainsi s'exprimait Annie Léa Meye, samedi dernier, au cours d'un meeting animé dans le 6^e arrondissement de Libreville. Officialisant par la même occasion sa démission du parti politique "Les Souverainistes" dont elle était vice-présidente. Formation politique membre de la Coalition pour la nouvelle République (CNR).

ANNIE Léa Meye M'Obame a annoncé son départ de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) le week-end dernier. Cet ancien membre de la galaxie soutenant Jean Ping, a dit ne plus appartenir à un regroupement dans lequel



Annie Léa Meye a rompu avec la galaxie Jean Ping.

d'aucuns ne veulent pas rompre avec les pratiques "que nous prétendons combattre". Oui, affirme-t-elle, "je le dis, du haut de cette tribune que jamais dans l'opposition, nous n'avions atteint un tel niveau de haine entre partisans d'un même camp, du moins aussi perceptible. Que certains ne viennent pas nous faire croire que venir dans l'opposition fait d'eux des saints, si nous-mêmes qui n'avons connu que l'opposition ne le sommes pas". Et d'ajouter que : "Ce ne sont pas ceux qui, après avoir

ignoré le peuple pendant des décennies, viendront nous faire des leçons de patriotisme, d'équité et de probité". En donnant à l'assistance les raisons de son absence dans les activités de son bord politique, l'ancien vice-président du parti "Les Souverainistes-écologistes", dit avoir été victime "d'une campagne de dénigrement" contre sa personne. Toutefois, la native d'Oyem ne s'est pliée à la loi du silence. "Je refuse, insiste-t-elle, cette soi-disant loi du silence qui



L'assistance lors du meeting que l'ancienne vice-présidente du parti Les Souverainistes a donné au 6^e arrondissement de Libreville.

voudrait qu'on soit dans la subjugation, l'opposition systématique et le déni. Je refuse cette loi du silence au nom d'une solidarité assassine même quand on fait dans le rejet des autres. Je refuse cette loi du silence comme aiment le dire certains, ceux qui savent ne parlent pas". Tout en clamant sa fidélité et sa loyauté à Jean Ping depuis 2014, Annie Léa Meye a dit être restée accrochée à ses principes et son idéal, "contrairement à ce que certains voudraient faire croire".

Après tant de récriminations, l'oratrice a dit qu'elle se retirait désormais de la galaxie Jean Ping. En des termes plus ou moins voilés, elle a dit vers qui elle entend désormais se tourner: "vers vous, au-delà des appartenances partisans, vous avec qui j'ai en partage la soif du changement, la construction d'un véritable débat d'idées, la promotion des intelligences et la récompense au mérite et à l'effort", a-t-elle lancé. Pour cela, l'ancienne proche de Ping veut rester fixée sur

ses objectifs. Ceci, "en cherchant des solutions pour sortir de cet enlèvement dans lequel est plongé le Gabon". Ce d'autant que, selon elle, "si nos aînés sont une partie du problème que connaît le Gabon, ils sont aussi une partie de la solution".

Par ailleurs, au terme de son propos, Annie Léa Meye a appelé à un rassemblement tous les patriotes afin de, "construire un nouveau modèle qui nous permettra de répondre aux aspirations du peuple".